

Règlement intérieur de l'école Publique Arc-En-Ciel

L'organisation et le fonctionnement de l'école doivent permettre d'atteindre les objectifs fixés dans le code de l'éducation, en particulier la réussite scolaire et éducative de chaque élève, ainsi que d'instaurer le climat de respect mutuel et la sérénité nécessaires aux apprentissages.

Le droit de poursuivre une scolarité sans harcèlement constitue une composante du droit à l'éducation : aucun élève ne doit subir de faits de harcèlement résultant de propos ou comportements commis au sein ou à l'extérieur de l'école ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de dégrader ses conditions d'apprentissage.

Le harcèlement scolaire est susceptible d'engager la responsabilité civile des représentants légaux du mineur auteur de cet acte.

Il est également susceptible de constituer un délit qui engage la responsabilité pénale de son auteur qu'il soit mineur ou majeur, en application de la loi n° 2022-299 du 2 mars 2022 visant à combattre le harcèlement scolaire.

L'école prend les mesures appropriées visant à lutter contre le harcèlement dans le cadre scolaire. A cet effet, les lignes directrices et les procédures destinées à la prévention, à la détection et au traitement des faits constitutifs du harcèlement scolaire, font l'objet d'une présentation en conseil d'école.

Chaque année, l'école, délivre une information à destination des élèves et des parents d'élèves pour prévenir le harcèlement et le cyberharcèlement.

- Admission et scolarisation

1.1 Dispositions communes

L'éducation est un droit pour tous les enfants résidant sur le territoire national, quels que soient leur nationalité, leur statut migratoire ou leur parcours antérieur.

Les formalités d'inscription sont accomplies par les parents. L'exercice conjoint de l'autorité parentale étant devenu le régime de principe pour les parents divorcés, non mariés ou séparés, ils assument de ce fait une égale responsabilité de leur enfant. Dans le cas où un parent est seul détenteur de l'autorité parentale, c'est à lui qu'il appartient de justifier auprès du directeur d'école de cette situation exceptionnelle.

L'inscription à l'école se fait dans la commune de résidence.

La scolarisation dans une commune autre que la commune de résidence doit faire l'objet d'un accord entre les deux maires (possibilité de demande de participation financière).

En fonction du lieu de résidence de l'enfant, le maire délivre donc aux parents un certificat d'inscription indiquant l'école à fréquenter. Si les parents contestent le choix du maire, il leur appartient de déposer une demande de dérogation, que le maire accordera ou non.

Les élèves habitant une autre commune seront inscrits dans la limite des places disponibles (prendre contact avec le directeur d'école afin de connaître les effectifs et la disponibilité, différente chaque année).

Le directeur d'école prononce l'admission sur présentation :

- du certificat d'inscription délivré par le maire de la commune dont dépend l'école.
- d'un document attestant que l'enfant a subi les vaccinations obligatoires pour son âge (liste à vérifier dans le carnet de santé de l'enfant) ou justifie d'une contre-indication (certificat du médecin ou photocopie des pages du carnet de santé relatives aux vaccinations, carnet international de vaccinations).

Faute de la présentation de l'un ou de plusieurs de ces documents, le directeur d'école procède pour les enfants soumis à l'obligation scolaire à une admission provisoire de l'enfant.

En cas de changement d'école, un certificat de radiation est émis par l'école d'origine. En outre, le livret scolaire est remis aux parents dans les mêmes conditions, sauf si ceux-ci préfèrent laisser le soin au directeur d'école de transmettre directement ce dernier au directeur de l'école d'accueil.

Le directeur d'école informe de cette radiation le maire de la commune de résidence des parents de façon que celui-ci puisse exercer son devoir de contrôle de l'obligation d'inscription. Le maire transmet par la suite cette information au maire de la commune où se trouve l'école dans laquelle les parents ont annoncé leur intention de faire inscrire leur enfant afin que ce dernier puisse également s'acquitter de sa mission de contrôle du respect de l'obligation scolaire.

Toute radiation d'enfants soumis à l'obligation scolaire, demandée par les parents, doit être suivie d'une rescolarisation dans un délai de huit jours. Dans le cas contraire, un enfant radié est considéré comme déscolarisé et fera l'objet d'un signalement à l'inspection académique.

Le directeur d'école est responsable de la tenue du registre des élèves inscrits et de la mise à jour de la base élèves 1^{er} degré, ONDE. Il veille à l'exactitude et à l'actualisation des renseignements qui figurent sur ces documents.

1.2 Scolarisation obligatoire

L'instruction étant obligatoire pour les enfants français et étrangers des deux sexes à compter de la rentrée scolaire de l'année civile où l'enfant atteint l'âge de trois ans, tous les enfants concernés doivent pouvoir être admis dans une école. Seuls les enfants dont l'état de santé et de maturation physiologique constaté par le médecin de famille est compatible avec la vie collective en milieu scolaire peuvent être admis à l'école maternelle.

Règlement intérieur de l'école Publique Arc-En-Ciel

Le code de l'éducation prévoit la possibilité d'une scolarisation dans les classes maternelles des enfants qui auront 3 ans avant la fin de l'année scolaire en cours, sur dérogation de l'Inspecteur Académique, sous couvert de l'Inspecteur de Circonscription, dans la limite des places disponibles (prendre contact avec le directeur d'école afin de connaître les effectifs et la disponibilité, différente chaque année). Cela peut conduire à un accueil différé en janvier.

1.3 Modalités de scolarisation des élèves en situation de handicap

En application de l'article L.112-1 du code de l'éducation, tout enfant présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé est inscrit dans l'école la plus proche de son domicile, qui constitue son école de référence. Dans le cadre du projet personnalisé de scolarisation décidé par la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) si les besoins de l'élève nécessitent qu'il reçoive sa formation au sein de dispositifs adaptés, il peut être inscrit dans une autre école avec l'accord de ses parents ou de son représentant légal. Cette inscription n'exclut pas son retour dans son école de référence.

1.4 Accueil des enfants atteints de troubles de la santé

Un élève amené manifestement malade à l'école par un adulte responsable de sa garde peut ne pas être accepté. Les élèves ne peuvent pas venir à l'école avec des médicaments dans leur cartable.

Les enfants atteints de maladie chronique, d'allergie et d'intolérance alimentaire sont admis à l'école et doivent pouvoir poursuivre leur scolarité en bénéficiant de leur traitement ou de leur régime alimentaire, dans des conditions garantissant leur sécurité et compensant les inconvénients de leur état de santé.

Le projet d'accueil individualisé (PAI) a pour but de faciliter l'accueil de ces élèves mais ne saurait se substituer à la responsabilité de leur famille. Il organise, dans le respect des compétences de chacun et compte tenu des besoins thérapeutiques de l'élève, les modalités particulières de sa vie à l'école en prévoyant les aménagements nécessaires.

Les modalités de mise en place (ou de reconduction) sont données aux familles concernées. Le médecin scolaire aide à sa mise en place.

II - Organisation du temps scolaire et des activités pédagogiques complémentaires

Après dérogation pour trois ans (2018-2021), obtenue lors du CDEN du 9 mai 2018, et avec reconduction tacite depuis, l'école publique ARC-EN-CIEL travaille huit demi-journées, selon le calendrier des vacances scolaires départemental, qui est communiqué aux familles en début d'année scolaire.

Horaires de l'école : les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 8h45 à 12h15 et de 13h45 à 16h15.

Des activités pédagogiques complémentaires sont organisées par groupes restreints d'élèves, après accord des parents :

- pour l'aide aux élèves rencontrant des difficultés dans leurs apprentissages.
- pour une aide au travail personnel ou pour une activité prévue par le projet d'école, le cas échéant en lien avec le projet éducatif territorial.

L'organisation générale de ces activités pédagogiques complémentaires est arrêtée par l'Inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription, sur proposition du conseil des maîtres. Les dispositions retenues à ce titre sont inscrites dans le projet d'école. Le maître de chaque classe dresse, après avoir recueilli l'accord des parents ou du représentant légal, la liste des élèves qui bénéficient des activités pédagogiques complémentaires et tient à jour un registre d'appel spécifique.

Les services de garderie et cantine sont gérés par la municipalité.

- Fréquentation de l'école

Les parents ou responsables légaux de l'élève sont fortement impliqués dans le respect de cette obligation.

Lors de l'inscription de l'élève dans un établissement scolaire, il convient de rappeler à ses parents que celui-ci est tenu d'y être présent.

L'âge de début de l'obligation d'instruction est fixé à 3 ans depuis la rentrée scolaire 2019/2020. Une mesure permettant à l'autorité compétente en matière d'éducation peut autoriser un aménagement du temps de présence à l'école des enfants scolarisés en Petite Section d'école maternelle (aucune dérogation ne sera accordée aux élèves de Moyenne Section).

S'il revient au maire de contrôler le respect de l'obligation de l'instruction (pour les enfants non scolarisés dans une école), il appartient au directeur d'école de contrôler le respect de l'obligation d'assiduité liée à l'inscription à l'école. Le maître de chaque classe tient un registre d'appel sur lequel il inscrit les élèves absents. Au début de chaque demi-journée, l'enseignant ou toute personne responsable d'une activité organisée pendant le temps scolaire procède à l'appel des élèves.

En cas d'absence d'un élève, les parents sont tenus d'avertir l'école dans le courant de la 1ère demi-journée de l'absence en utilisant le cahier de liaison numérique.

Règlement intérieur de l'école Publique Arc-En-Ciel

Le directeur d'école vérifie la légitimité du motif invoqué pour cette absence. En cas de doute sérieux sur la légitimité d'un motif, le directeur d'école demande aux personnes responsables de l'élève de formuler une demande d'autorisation d'absence, qu'il transmet au DASEN sous couvert de l'Inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription (IEN).

Dès qu'un enseignant ou une personne responsable d'une activité scolaire constate une absence non annoncée, il en informe le directeur d'école qui prend contact dans les meilleurs délais avec les personnes responsables de l'élève afin qu'elles en fassent connaître les motifs.

Les seuls motifs réputés légitimes sont les suivants : maladie de l'enfant, maladie transmissible ou contagieuse d'un membre de la famille, réunion solennelle de famille, empêchement résultant de la difficulté accidentelle des communications, absence temporaire des personnes responsables lorsque les enfants les suivent. Les certificats médicaux ne sont exigibles que dans le cas des maladies contagieuses.

Dès la première absence non justifiée, le directeur d'école établit des contacts étroits avec la ou les personnes responsables.

À compter de quatre demi-journées d'absences sans motif légitime ni excuses valables durant le mois, le directeur d'école saisit le DASEN sous couvert de l'IEN.

En cas d'absentéisme persistant, la démarche à mettre en œuvre à l'égard des parents doit permettre de poursuivre un dialogue avec eux. L'équipe pédagogique de l'école pourra s'appuyer, pour engager cette démarche, sur l'Inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription et sur l'assistant de service social conseiller technique du DASEN, qui pourront la guider si besoin vers le dispositif de soutien le plus approprié.

- Accueil et surveillance des élèves

La surveillance des élèves durant les heures d'activité scolaire doit être continue et leur sécurité doit être constamment assurée, en tenant compte de l'organisation pédagogique de l'école, de la configuration des locaux et de la nature des activités proposées.

Le service de surveillance à l'accueil et à la sortie des classes, ainsi que pendant les récréations, est réparti entre les maîtres en conseil des maîtres de l'école. Le tableau de surveillance est affiché dans l'école.

4.1 Dispositions générales

L'accueil des élèves est assuré dix minutes avant l'entrée en classe.

Au-delà de l'enceinte des locaux scolaires, les parents assument la responsabilité de leur enfant selon les modalités qu'ils choisissent.

Les modalités pratiques d'accueil et de remise des élèves sont rappelées aux parents dans la note de rentrée communiquée dans les cahiers de liaison.

Les règles de la cour sont présentées à chaque début d'année à l'ensemble des élèves et affichées ensuite (répartition des groupes –grands/petits - dans la cour afin de respecter l'espace et la sécurité de chacun, les jeux mis à disposition et leur utilisation, etc). Les règles de vie et de sécurité sont également rappelées à tous dans les classes (interdiction de courir dans les escaliers, utilisation adaptée du matériel mis à disposition (chaises, ciseaux, compas, etc)).

Assurance : Les enfants doivent être assurés afin de couvrir des dommages dont ils pourraient être la victime ou l'auteur, durant les activités scolaires obligatoires et facultatives. Les familles ont le libre choix de leur assurance.

Une attestation de responsabilité civile et individuelle accident devra être impérativement fournie par les parents à chaque rentrée scolaire.

Si un élève doit régulièrement ou occasionnellement suivre des soins ou des séances de rééducation (CMPP, centre de soins, auprès d'un professionnel libéral...) pendant le temps scolaire :

Sur demande écrite, les élèves peuvent quitter l'école accompagnés par leurs parents ou par une personne majeure accréditée par eux, pour se rendre sur les lieux où ils reçoivent des soins suivis. Ces autorisations doivent être dûment motivées et demandées par écrit au directeur d'école. La responsabilité du directeur et de l'enseignant ne se trouve plus engagée dès que l'élève a quitté l'école.

Les élèves ne seront pas accueillis/ramenés au portail en dehors des horaires d'entrée (8h35-8h45 / 13h35-13h45), de sortie (12h15) ou de récréation (10h45-11h / 15h-15h15).

De même, il est rappelé que les intervenants extérieurs venant prendre en charge un élève au sein de l'école (ergothérapeute, SESSAD, taxi, etc) doivent arriver aux créneaux définis avec l'équipe enseignante (qui s'est organisée en conséquence...) et que ce sont les parents qui doivent la prévenir en cas d'absence.

4.2 Dispositions particulières à la classe maternelle

Dans la classe maternelle, les enfants sont remis par la ou les personnes qui les accompagnent, soit au personnel enseignant chargé de la surveillance soit au personnel chargé de l'accueil comme les ATSEM (décret du 28 août 1992). D'après le code général des collectivités territoriales et le code des communes : toute classe maternelle doit bénéficier d'un agent communal occupant l'emploi d'agent spécialisé des écoles maternelles.

Les élèves sont repris, à la fin de chaque demi-journée, par la ou les personnes responsables légales ou par toute personne nommément désignée par elles par écrit au directeur d'école, sauf s'ils sont pris en charge, à la demande des personnes responsables, par les services périscolaires municipaux auxquels l'élève est inscrit.

En cas de négligence répétée des responsables légaux pour que leur enfant soit repris à la sortie de chaque classe aux heures fixées par le règlement intérieur, le directeur d'école leur rappelle qu'ils sont tenus de respecter les dispositions fixées par le règlement intérieur. Si la situation persiste, le directeur d'école engage un dialogue approfondi avec ceux-ci

Règlement intérieur de l'école Publique Arc-En-Ciel

pour prendre en compte les causes des difficultés qu'ils peuvent rencontrer et les aider à les résoudre. La persistance de ces manquements et le bilan du dialogue conduit avec la famille peuvent l'amener à transmettre une information préoccupante au président du conseil départemental dans le cadre de la protection de l'enfance, selon les modalités prévues par les protocoles départementaux.

En cas de non reprise des enfants, il convient de prévenir les autorités compétentes (gendarmerie).

4.3 Dispositions particulières à l'école élémentaire

La sortie des élèves s'effectue sous la surveillance d'un enseignant dans la limite de l'enceinte des locaux scolaires, sauf pour les élèves pris en charge, à la demande des personnes responsables, par les services périscolaires municipaux auxquels l'élève est inscrit.

Au-delà de l'enceinte des locaux scolaires, les parents assument la responsabilité de leur enfant selon les modalités qu'ils choisissent.

Dès 6 ans, réglementairement, un enfant pourrait quitter seul l'école. Comme cela a été décidé en Conseil d'Ecole, un écrit devra être fait par les parents pour autoriser un enfant à rentrer seul.

4.4 Droit d'accueil en cas de grève

En cas de grève des personnels enseignants, un service d'accueil minimum est mis en place par la municipalité, celle-ci peut accueillir des élèves dans les locaux de l'école.

4.5 Le dialogue avec les familles:

Les parents sont les partenaires permanents de l'école. Leur droit à l'information et à l'expression, leur participation à la vie scolaire, le dialogue avec les enseignants dans le respect des compétences et des responsabilités de chacun, sont assurés dans l'école.

- L'information des parents

5.1 Le suivi de la scolarité par les parents implique que ceux-ci soient bien informés du fonctionnement de l'école, des acquis scolaires mais également du comportement de leur enfant.

À cette fin, le directeur d'école organise :

- pour les nouvelles familles accueillies, soit un accueil individuel au moment de l'admission soit un temps collectif dès la fin d'année scolaire qui précède l'entrée de l'enfant à l'école.
- des rencontres entre les parents et l'équipe pédagogique au moins deux fois par an et chaque fois que lui-même ou le conseil des maîtres le jugent nécessaire,
- la communication régulière du livret scolaire aux parents, avec si nécessaire, l'information relative aux acquis et au comportement scolaires de l'élève.
- une présentation des conditions d'organisation du dialogue entre l'école et les parents, notamment à l'occasion de la première réunion du conseil d'école.

Lors des entretiens individuels, les parents ont la possibilité de se faire accompagner d'une tierce personne, qui peut être un représentant de parent.

La participation des parents aux réunions et rencontres auxquelles les invitent le directeur d'école ou l'équipe pédagogique est un facteur essentiel pour la réussite des enfants. Il leur revient de faire respecter par leurs enfants le principe de laïcité et de s'engager dans le dialogue que leur directeur d'école leur propose en cas de difficulté.

Dans toutes leurs relations avec les autres membres de la communauté éducative, ils doivent faire preuve de réserve et de respect des personnes et des fonctions.

L'école utilise l'application numérique du sous-traitant Edumoov pour communiquer via les cahiers de textes, de liaison et de vie numériques (Application Educartable, portail familles). La mairie finance l'abonnement annuel.

Le consentement des parents n'est pas nécessaire pour les applications Edulivret et Educartable, la base légale relevant de l'exercice des missions scolaires. Les données que l'école demande à Edumoov de traiter sont hébergées en France et ne servent qu'aux seuls besoins de l'application utilisée.

Les parents peuvent à tout moment exercer leurs droits relatifs aux données les concernant ou concernant leurs enfants, comme par exemple :

- leur permettre de consulter, modifier, exporter leurs données ;
- leur permettre d'en effacer toutes traces si cette demande est compatible avec l'exercice des missions des enseignants ; (droit à l'oubli)
- les informer pour leur permettre de comprendre :
- quelles sont les données personnelles récoltées sur eux, et sur leur(s) enfant(s) ;
- où, comment et par qui elles sont traitées ;
- ce qui en est précisément fait ;
- et quelles sont les mesures de sécurité prises pour les protéger.

Les données traitées via Edumoov, ainsi que les mesures de sécurité prises peuvent être consultées à tout moment : <https://legal.edumoov.com/>

Règlement intérieur de l'école Publique Arc-En-Ciel

Chaque parent doit avoir son propre compte. Toutes les informations publiées doivent être signées par les DEUX parents afin que l'école puisse s'assurer que les informations ont été portées à la connaissance des parents.

En cas d'urgence ou à titre exceptionnel, pour un court échange, si l'enseignant est disponible, il est possible de le rencontrer rapidement à 8h35, 12h15, 13h35 ou 15h15/15h30.

Pour un sujet demandant plus de temps ou pour parler de la situation d'un élève, les parents doivent convenir d'un rendez-vous avec l'enseignant, au minimum la veille.

5.2 La représentation des parents

Les parents d'élèves sont pleinement associés à la vie de l'école et de l'établissement scolaire notamment en participant, par leurs représentants, aux conseils d'école sur une liste composée d'au moins deux noms de candidats. Il y a autant de représentants de parents d'élèves titulaires au conseil d'école que de classes dans l'école.

Le décret permet aux représentants des parents d'élèves de mieux exercer leur mandat :

- les heures de réunion des conseils d'école, d'administration et de classe sont fixées de manière à permettre la représentation des parents d'élèves et des autorisations d'absence pour certaines réunions peuvent être accordées par l'employeur.
- les représentants des parents d'élèves doivent disposer des informations nécessaires à l'exercice de leur mandat.
- ils ont le droit d'informer et de rendre compte des travaux des instances dans lesquelles ils siègent.

Le directeur d'école doit permettre aux associations de parents d'élèves de faire connaître leur action aux autres parents d'élèves de l'école. Elles disposent du droit d'informer, de communiquer, de disposer de moyens matériels d'action (boîte aux lettres, panneau d'affichages, accès à la liste comportant les noms et adresses des parents d'élèves de l'école qui ont donné leur accord à cette communication, éventuellement locaux) et de diffuser des documents permettant de faire connaître leur action aux moyens de documents distribués aux élèves.

Les facilités ainsi accordées sont mises en oeuvre dans des conditions de stricte égalité entre les associations concernées et dans le respect des principes de fonctionnement du service public d'éducation :

- respecter le principe de laïcité ;
- respecter les dispositions relatives à la vie privée et prohibant les injures et diffamation ;
- exclure toute propagande en faveur d'un parti politique ou d'une entreprise commerciale.

- Usage des locaux – Hygiène et sécurité

6.1 Utilisation des locaux - Responsabilité

L'ensemble des locaux scolaires est confié durant le temps scolaire au directeur d'école. Le maire peut pendant les heures ou périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue les utiliser sous sa responsabilité, après avis du conseil d'école. Dans ce cas, il est vivement conseillé d'établir une convention entre le maire, le directeur d'école et l'organisateur des activités.

Le directeur d'école veille à la bonne marche de l'école ; à cette fin, il surveille régulièrement les locaux, terrains et matériels utilisés par les élèves afin de déceler les risques apparents éventuels. En cas de risque constaté par lui-même ou par les enseignants, il prend les mesures appropriées ; il peut s'adresser notamment aux représentants du personnel du Comité hygiène de sécurité et des conditions de travail (CHSCTD), et il informe du risque, par écrit, le maire de la commune, en adressant copie à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription et tient à jour les registres réglementaires.

En vue de leur maintien en bon état, les conditions d'utilisation des locaux scolaires, de leurs équipements, et du matériel d'enseignement sont fixées par le règlement intérieur de l'école.

L'accès aux toilettes est réglementé. Ces lieux ne sont pas des endroits de jeu.

Pendant la récréation: chaque enfant doit penser à passer aux toilettes en début de récréation.

Pendant les heures de classe : l'accès aux toilettes se fera par stricte nécessité et après accord de l'enseignant.

Exception faite pour les maternelles, qui ont un accès libre aux sanitaires de la classe.

Durant les dix minutes de temps d'accueil du matin, les enfants sont autorisés à aller seul dans leur classe, lorsque leur enseignant les y attend. Ils doivent ne pas s'attarder dans les espaces de dégagement, aller directement dans leur classe dès leur entrée dans le bâtiment et respecter les règles de vie : ne pas se bousculer, ne pas courir, faire attention durant la montée de l'escalier, etc.

6.2 Accès aux locaux scolaires

L'entrée dans l'école et ses annexes pendant le temps scolaire n'est de droit que pour les personnes préposées par la loi à l'inspection, au contrôle ou à la visite des établissements d'enseignement scolaire.

L'accès des locaux scolaires aux personnes étrangères au service est soumis à l'autorisation du directeur d'école.

Les animaux, même tenus en laisse, doivent rester à l'extérieur de l'école.

Il est interdit aux enfants d'accéder aux classes pendant les récréations, sauf autorisation de l'enseignant.

L'accès aux classes et aux couloirs de celles-ci, en dehors des heures de cours, n'est pas autorisé. En cas d'oubli d'affaires (vêtements, documents scolaires), le personnel municipal ne doit laisser entrer personne.

6.3 Hygiène et salubrité des locaux

Règlement intérieur de l'école Publique Arc-En-Ciel

Le nettoyage et l'aération des locaux sont quotidiens. Les enfants sont, en outre, encouragés par leur enseignant à la pratique quotidienne de l'ordre et de l'hygiène.

Les sanitaires sont maintenus en parfait état de propreté et régulièrement désinfectés par la collectivité territoriale. Une vigilance doit être exercée à leur égard afin de sécuriser leur utilisation par les élèves.

Le personnel spécialisé de statut communal est notamment chargé de l'assistance au personnel enseignant pour les soins corporels à donner aux enfants de l'école maternelle.

Il est interdit de fumer à l'intérieur des locaux scolaires, aux abords de l'école ou en présence des enfants (lors des sorties scolaires par exemple). Cette interdiction est rappelée sur les documents de rentrée et par voie d'affichage.

6.4 Organisation des soins et des urgences

Le directeur d'école met en place une organisation des soins et des urgences qui répond au mieux aux besoins des élèves et des personnels de son école et s'assure que celle-ci est connue et comprise de l'ensemble du personnel.

Les parents sont tenus de remplir avec précision la «fiche d'urgence» qui leur sera remise au début de chaque année scolaire. Cette fiche indique entre autres :

- le moyen de joindre les parents rapidement.

- en cas de maladies infectieuses à déclaration obligatoire (méningite...), ces coordonnées peuvent faire l'objet d'une transmission aux autorités de santé publique (Préfecture, D.D.A.S.S),

- les observations particulières que les parents jugent utiles de porter à la connaissance de l'école ou du médecin scolaire (sous pli cacheté au médecin scolaire si ces informations sont confidentielles)

Cette fiche informe les parents des dispositions prises par l'école en cas d'urgence.

En cas d'accident ou de problème de santé, il convient de rappeler qu'il appartient à chacun de porter secours à toute personne en danger en veillant particulièrement à ce que la situation ne soit pas aggravée par un retard dans l'appel aux services d'urgence ou par des interventions non contrôlées.

- Un enfant qui se blesse, même légèrement, pendant le temps scolaire doit prévenir immédiatement un enseignant.

- En cas de doute sur la santé d'un élève (choc, chute, douleurs...), un appel au médecin régulateur du 15 sera fait afin de connaître la conduite à tenir. En cas d'urgence pour un élève accidenté ou malade, le médecin régulateur du 15 appelé prendra les décisions d'orientation et de transport adéquates pour l'élève vers l'hôpital le mieux adapté.

La famille est immédiatement informée par le directeur des dispositions prises.

Un élève mineur ne peut sortir de l'hôpital qu'accompagné de sa famille. Une déclaration d'accident sera renseignée et transmise à l'inspection académique. Les parents devront fournir à l'école un certificat médical. Une copie de la déclaration d'accident pourra être remise à la famille sur demande de la compagnie d'assurance.

Lorsque la situation ne nécessite pas l'appel des services d'urgence, le directeur prévient la famille dans les meilleurs délais pour qu'elle vienne chercher son enfant.

Le directeur veille au bon état du matériel de premiers secours et au renouvellement de la pharmacie.

6.5 Sécurité

Il est interdit aux élèves d'apporter à l'école tout objet dangereux ou susceptible de l'être : objets contondants (couteaux, canifs...)

Il est interdit aux élèves d'apporter des téléphones portables, des lecteurs MP3, des jeux électroniques.... Au besoin, tout objet confisqué sera restitué en mains propres aux parents.

L'utilisation du téléphone portable est interdite à l'école conformément à l'article L. 511-5 du code de l'éducation.

Il est déconseillé d'apporter des objets de valeur, l'école déclinant toute responsabilité en cas de perte ou de vol.

Le port de chaussures pouvant présenter un danger lors des activités sportives ou des récréations (sabots, tong, chaussures à talon, mules, claquettes, chaussures à roulettes ...) est interdit.

Les consignes de sécurité doivent être affichées dans l'école. Des exercices de sécurité ont lieu conformément à la réglementation en vigueur.

Le registre de sécurité où sont répertoriés les renseignements indispensables permettant d'assurer la sécurité, est communiqué au conseil d'école.

Le directeur d'école, responsable unique de sécurité, peut saisir la commission locale de sécurité, de son propre chef ou sur proposition du conseil d'école. Chaque école met en place un plan particulier de mise en sûreté (PPMS) face aux risques majeurs et attentat / intrusion.

6.6 Usage de l'Internet à l'école

Le développement de l'usage de l'Internet doit s'accompagner des mesures d'éducation et de dispositifs de contrôle permettant la sécurité et la protection des mineurs. Afin d'éviter l'accès à des sites inappropriés, la navigation sur l'Internet est contrôlée. Chaque poste d'accès à l'Internet est muni d'un dispositif de type filtrage.

L'école met à disposition de l'élève des ressources informatiques pour lui permettre d'acquérir les compétences définies par le Brevet Informatique et Internet (« B2i école »). Dans ce cadre, elle s'engage à sensibiliser et responsabiliser l'élève à un usage citoyen de l'internet, dans le respect de la législation en vigueur.

Tous les adultes de l'école doivent se conformer à la « CHARTE D'UTILISATION DES RÉSEAUX ET DE L'INTERNET PAR LES ADULTES DANS L'ÉCOLE » (voir annexe 2). Une charte simplifiée à destination des élèves (annexe 3) est établie et sert de support réglementaire et pédagogique concernant l'utilisation de l'outil informatique et d'internet à l'école. Au cours des activités en classe, l'élève apprendra à mettre en pratique cette charte simplifiée et sera amené à la signer ainsi que ses parents ou son responsable légal, l'enseignant et le directeur.

Règlement intérieur de l'école Publique Arc-En-Ciel

Dans le cadre de cette situation, l'image de l'élève doit également être protégée.

- Les intervenants extérieurs

Toute personne intervenant pendant le temps scolaire doit respecter les principes fondamentaux du service public d'éducation, en particulier les principes de laïcité et de neutralité.

Elle doit respecter les personnels, adopter une attitude bienveillante à l'égard des élèves, s'abstenir de tout propos ou comportement qui pourrait choquer, et faire preuve d'une absolue réserve concernant les observations ou informations qu'elle aurait pu recueillir lors de son intervention dans l'école.

Le directeur d'école pourra mettre fin sans préavis à toute intervention qui ne respecterait pas ces principes.

7.1 Participation des parents ou d'autres accompagnateurs bénévoles

Pour assurer, si nécessaire, le complément d'encadrement pour les sorties scolaires et les activités régulières se déroulant en dehors de l'école, le directeur d'école peut accepter ou solliciter la participation de parents ou d'accompagnateurs volontaires. Ceux-ci devront respecter la "charte de l'accompagnateur" (voir annexe 1).

Dans tous les cas, le directeur d'école délivre une autorisation écrite précisant le nom du parent ou du participant, l'objet, la durée et le lieu de l'intervention sollicitée.

7.2 Intervenants extérieurs participant aux activités d'enseignement

Des intervenants rémunérés et qualifiés, ainsi que des intervenants bénévoles peuvent participer aux activités d'enseignement sous la responsabilité pédagogique des enseignants. Tous les intervenants extérieurs qui apportent une contribution à l'éducation dans le cadre des activités obligatoires d'enseignement sont soumis à une autorisation du directeur d'école.

Les intervenants rémunérés ainsi que les bénévoles intervenant notamment dans le champ de l'éducation physique et sportive doivent également être agréés par le directeur académique des services de l'éducation nationale.

7.3 Intervention des associations

Une association qui apporte son concours à l'enseignement public a la possibilité de faire l'objet d'un agrément lorsque ce concours prend l'une des formes suivantes :

- interventions pendant le temps scolaire, en appui aux activités d'enseignement conduites par l'école ;
- organisation d'activités éducatives complémentaires en dehors du temps scolaire ;
- contribution au développement de la recherche pédagogique, à la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative.

L'intervention d'une association ainsi agréée, dans une école pendant le temps scolaire, reste conditionnée à l'accord du directeur d'école qui garantit l'intérêt pédagogique de cette intervention ou son apport au projet d'école. Cet accord ne vaut que pour une période précise, dans le cadre d'un projet pédagogique défini.

L'inspecteur de l'éducation nationale doit être informé par le directeur d'école des autorisations d'intervention accordées. Il vérifie l'agrément avant le début de l'intervention.

Le directeur d'école peut autoriser l'intervention d'une association non agréée mais dont l'action est conforme aux principes de laïcité, pour une intervention exceptionnelle, s'il a auparavant informé, par la voie hiérarchique, le DASEN du projet d'intervention.

Après avoir pris connaissance de ce projet, le DASEN peut notifier au directeur d'école son opposition à l'action projetée.

- Droits et obligations des membres de la communauté éducative

La communauté éducative, rassemble, à l'école, les élèves, leurs parents et tous ceux qui, dans l'école ou en relation avec elle, participent à l'accomplissement de ses missions.

Tous les membres de cette communauté doivent, lors de leur participation à l'action de l'école, respecter le pluralisme des opinions et les principes de laïcité et neutralité; ils doivent, en outre, faire preuve d'une totale discrétion sur toutes les informations individuelles auxquelles ils ont pu avoir accès dans le cadre de l'école.

Le directeur d'école doit signaler les comportements inappropriés à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription.

Le règlement intérieur de l'école rappelle les droits et obligations qui s'imposent à tous les membres de la communauté éducative en prenant en compte les indications ci-dessous.

8.1 Enseignement public et principe de laïcité

Le principe de laïcité est au fondement du système éducatif français depuis la fin du XIXe siècle. L'importance de la laïcité dans les valeurs scolaires républicaines a été accentuée par la loi du 9 décembre 1905 instaurant la laïcité de l'État.

Ce principe, fruit d'une longue histoire, repose sur le respect de la liberté de conscience et sur l'affirmation de valeurs communes qui fondent l'unité nationale par-delà les appartenances particulières.

Conformément aux dispositions de l'article L 141-5-1 du code de l'Éducation, le port de signes ou de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

La neutralité du service public est à cet égard un gage d'égalité et de respect de l'identité de chacun.

Règlement intérieur de l'école Publique Arc-En-Ciel

La Charte de la laïcité à l'École rappelle les règles qui permettent de vivre ensemble dans l'espace scolaire et d'aider chacun à comprendre le sens de ces règles, à se les approprier et à les respecter. Elle est affichée dans les écoles et établissements d'enseignement du second degré publics (voir annexe 4).

8.2 Les élèves

Les élèves, en tant que bénéficiaires du service public de l'enseignement scolaire, ont des droits et des obligations. L'exercice de ces droits et de ces devoirs constitue un apprentissage de la citoyenneté.

Le règlement intérieur de l'école prévoit des mesures d'encouragement au travail et des récompenses, mais aussi des sanctions adaptées et constructives.

- **Droits** : en application des conventions internationales auxquelles la France a adhéré, les élèves ont droit à un accueil bienveillant et non discriminant. Ainsi, tout châtiment corporel ou traitement humiliant est strictement interdit.

Les élèves doivent être préservés de tout propos ou comportement humiliant et respectés dans leur singularité.

Le règlement intérieur prévoit les dispositions prises pour prévenir le harcèlement entre élèves.



En outre, ils doivent bénéficier de garanties de protection contre toute violence physique ou morale, ces garanties s'appliquant non seulement aux relations à l'intérieur de l'école, mais aussi à l'usage d'Internet dans le cadre scolaire.

- **Obligations** : chaque élève a l'obligation de n'user d'aucune violence et de respecter les règles de comportement et de civilité édictées par le règlement intérieur. Les élèves doivent, notamment, utiliser un langage approprié aux relations au sein d'une communauté éducative, respecter les locaux et le matériel mis à leur disposition, appliquer les règles d'hygiène et de sécurité qui leur ont été apprises. Les attitudes provocatrices, le vocabulaire grossier, les bagarres, les comportements susceptibles de constituer des pressions sur d'autres élèves, de perturber le déroulement des activités d'enseignement ou de troubler l'ordre dans l'école sont strictement interdits.

L'article R. 411-11-1 du Décret n° 2023-782 du 16 août 2023 précise que, *lorsque le comportement intentionnel et répété d'un élève fait peser un risque caractérisé sur la sécurité ou la santé d'un autre élève de l'école, le directeur d'école, après avoir réuni l'équipe éducative, met en œuvre, en associant les parents de l'élève dont le comportement est en cause, toute mesure éducative de nature à faire cesser ce comportement. Le directeur de l'école peut, à titre conservatoire, suspendre l'accès à l'établissement de l'élève dont le comportement est en cause pour une durée maximale de cinq jours.*

De ce fait, tout enfant jouant à un jeu inadapté ou ayant un comportement ne respectant pas les règles de vie collective, malgré un rappel à l'ordre durant la même demi-journée, remplira une fiche de réflexion, qui sera signée par ses parents.

Au bout de cinq fiches de réflexion, la famille sera invitée à rencontrer l'équipe enseignante.

Si la situation perdure malgré tout, l'équipe de Circonscription et/ou le RASED pourra être consulté.e.

Conformément au décret précité, « *si, malgré la mise en œuvre de ces mesures, le comportement de l'élève persiste, le directeur académique des services de l'éducation nationale, saisi par le directeur de l'école, peut demander au maire de procéder à la radiation de cet élève de l'école et à son inscription dans une autre école de la commune ou, lorsque les compétences relatives au fonctionnement des écoles publiques ont été transférées à un établissement public de coopération intercommunale, dans une école du territoire de cet établissement. Lorsque la commune ne compte qu'une seule école publique, la radiation de l'élève ne peut intervenir que si le maire d'une autre commune accepte de procéder à son inscription dans une école de cette commune.*

L'élève fait l'objet, dans sa nouvelle école, d'un suivi pédagogique et éducatif renforcé jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours. Lorsque le directeur d'école saisit le directeur académique des services de l'éducation nationale pour mettre en œuvre la procédure de radiation prévue, il peut, à titre conservatoire, suspendre l'accès de l'école à l'élève pendant la durée de cette procédure ».

Les élèves doivent porter une tenue vestimentaire décente, confortable et adaptée à l'école. Les vêtements et chaussures doivent être adaptés à une vie d'écolier qui bouge, joue, court, saute, écarte les jambes, etc, afin qu'il.elle puisse se mouvoir sans gêne pour lui.elle comme pour les autres. Ce qui veut dire pas de signe, message ou publicité ne respectant pas les valeurs de l'école publique, pas de vêtements trop courts (les sous-vêtements ne doivent pas être visibles), des chaussures adaptées aux activités physiques quotidiennes (qui tiennent bien aux pieds, ni talons ni tongs), ventre et dos couverts, pas de transparence, pas de maquillage...

Les objets personnels non scolaires sont interdits (jeux, objets précieux, bijoux, téléphone portable, montre connectée, etc). De même, les chewing-gums sont interdits.

8.3 Les parents

- **Droits** : les parents sont représentés au conseil d'école et associés au fonctionnement de l'école.

Des échanges et des réunions régulières doivent être organisés par le directeur d'école et l'équipe pédagogique à leur attention selon des horaires compatibles avec les contraintes matérielles des parents.

Règlement intérieur de l'école Publique Arc-En-Ciel

Ils ont le droit d'être informés des acquis et du comportement scolaires de leur enfant. Ils ont la possibilité de se faire accompagner d'une tierce personne qui peut être un représentant de parent.

- **Obligations** : les parents sont garants du respect de l'obligation d'assiduité par leurs enfants ; ils doivent respecter et faire respecter les horaires de l'école.

Le règlement intérieur de l'école détermine les modalités de contrôle de ces obligations.

La participation des parents aux réunions et rencontres auxquelles les invitent le directeur d'école ou l'équipe pédagogique est un facteur essentiel pour la réussite des enfants. Il leur revient de faire respecter par leurs enfants le principe de laïcité et de s'engager dans le dialogue que leur directeur d'école leur propose en cas de difficulté.

Dans toutes leurs relations avec les autres membres de la communauté éducative, ils doivent faire preuve de réserve et de respect des personnes et des fonctions.

Les parents doivent assurer une hygiène de vie à leurs enfants : sommeil suffisant, petit-déjeuner.

Ils porteront une attention particulière à la propreté générale, au lavage régulier des mains et des dents, de la gourde individuelle et à l'absence de poux.

Les parents doivent veiller à ce que leurs enfants portent une tenue vestimentaire fonctionnelle décente, adaptée à la vie scolaire, à la saison et à l'âge de l'enfant. Le port de la casquette n'est pas autorisé en classe.

Les vêtements tels que anoraks, blousons, gilets ou pulls devront être marqués au nom de l'enfant. Les oublis sont remis tous les soirs sur les porte-manteaux du préau. A chaque vacance, le restant est donné à une œuvre caritative.

8.4 Les personnels enseignants et non enseignants

- **Droits** : tous les personnels de l'école ont droit au respect de leur statut et de leur mission par tous les autres membres de la communauté éducative.

- **Obligations** : tous les personnels ont l'obligation, dans le cadre de la communauté éducative, de respecter les personnes et leurs convictions, de faire preuve de réserve dans leurs propos. Ils s'interdisent tout comportement, geste ou parole, qui traduirait du mépris à l'égard des élèves ou de leur famille, qui serait discriminatoire ou susceptible de heurter leur sensibilité.

Les enseignants doivent être à l'écoute des parents et répondre à leurs demandes d'informations sur les acquis et le comportement scolaires de leur enfant. Ils doivent être, en toutes occasions, garants du respect des principes fondamentaux du service public d'éducation et porteurs des valeurs de l'École.

En cas de maltraitance :

Conformément à la loi 2007-293 du 5-3-2007 et aux articles L542-1, 2, 3 et 4, il est rappelé l'obligation d'afficher dans les écoles le numéro national et gratuit de l'enfance en danger : 119.

L'article 40 du Code de Procédure Pénale fait obligation à toute autorité publique ou à tout fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit, d'en aviser « sans délai » le Procureur de la République auquel doivent être transmis tous les renseignements.

La communication des cas de mauvais traitements et privations s'impose, comme à tout citoyen, aux personnels des établissements scolaires ; le fait de ne pas porter ces informations à la connaissance de l'autorité judiciaire ou administrative constitue un délai pénal.

8.5 Les partenaires et intervenants

Toute personne intervenant dans l'école doit respecter les principes généraux rappelés ci-dessus.

Celles qui sont amenées à intervenir fréquemment dans une école doivent prendre connaissance de son règlement intérieur.

8.6 Les règles de vie à l'école

Dès l'école maternelle, l'enfant s'approprie les règles du « vivre ensemble ».

L'enfant apprend progressivement le sens et les conséquences de ses comportements, ses droits et obligations, la progressivité de leur application, leur importance dans le cadre scolaire et plus largement, dans les relations sociales.

Tout doit être mis en œuvre à l'école pour créer les conditions favorables aux apprentissages et à l'épanouissement de l'enfant. Il est particulièrement important d'encourager et de valoriser les comportements les mieux adaptés à l'activité scolaire : calme, attention, soin, entraide, respect d'autrui.

La valorisation des élèves, leur responsabilisation dans la vie collective sont de nature à renforcer leur sentiment d'appartenance à l'école et à installer un climat scolaire serein.

À ce titre, diverses formes d'encouragement sont prévues dans le règlement intérieur de l'école, pour favoriser les comportements positifs.

À l'inverse, les comportements qui troublent l'activité scolaire, les manquements au règlement intérieur de l'école, et en particulier toute atteinte à l'intégrité physique ou morale des autres élèves ou des enseignants, donnent lieu à des réprimandes, qui sont portées immédiatement à la connaissance des représentants légaux de l'enfant.

Ces réprimandes ne peuvent elles-mêmes en aucun cas porter atteinte à l'intégrité morale ou physique d'un enfant. On veillera à ce qu'un élève ne soit pas privé de la totalité de la récréation à titre de punition.

Les mesures d'encouragement ou de réprimande, de nature différente en fonction de l'âge de l'élève, sont expliquées et connues de tous.

Lorsqu'un enfant a un comportement momentanément difficile, des solutions doivent être cherchées en priorité dans la classe, ou exceptionnellement et temporairement dans une ou plusieurs autres classes. En tout état de cause, l'élève ne

Règlement intérieur de l'école Publique Arc-En-Ciel

doit à aucun moment être laissé seul sans surveillance. Le pôle ressource de circonscription étudie et peut proposer des modalités de prise en charge de l'élève par les enseignants des réseaux d'aide spécialisés aux élèves en difficulté (RASED).

Lorsque le comportement d'un élève perturbe gravement et de façon durable le fonctionnement de la classe malgré la concertation engagée avec les responsables légaux, sa situation doit être soumise à l'examen de l'équipe éducative. Le psychologue scolaire et le médecin de l'éducation nationale doivent être associés à l'évaluation de la situation afin de définir les mesures appropriées : aide, conseils d'orientation vers une structure de soin. Un soutien des parents peut être proposé le cas échéant, en lien avec les différents partenaires de l'école (services sociaux, éducatifs, de santé, communes etc.).

S'il apparaît, après une période probatoire d'un mois, qu'aucune amélioration n'a pu être apportée au comportement de l'enfant, une décision de changement d'école pourra être prise par l'Inspecteur de l'Education Nationale, sur proposition du directeur et après avis du conseil d'école. La famille doit être consultée sur le choix de la nouvelle école. Elle peut faire appel de la décision de transfert devant l'Inspecteur d'Académie, Directeur des services départementaux de l'Education Nationale.

Il s'agit là d'une mesure de protection de l'élève qui s'inscrit dans un processus éducatif favorable à son parcours de scolarisation, visant à permettre à l'élève de se réadapter rapidement au milieu scolaire et de reconstruire une relation éducative positive. La scolarisation dans une école d'une autre commune ne peut être effectuée sans l'accord des représentants légaux et des communes de résidence et d'accueil.

Le directeur peut saisir la plateforme « Faits établissements » qui est destinée à enregistrer et transmettre tous les faits préoccupants de son école (événements graves, phénomènes de violence verbale et/ou physique, diffamation, etc).

IX Dispositions finales

Ce règlement intérieur se superpose aux règles nationales couramment énumérées dans les écoles.

Il est établi par le conseil d'école compte tenu des dispositions du règlement départemental.

Il est approuvé chaque année lors de la première réunion du conseil d'école. Il peut être modifié par le Conseil d'école à tout moment.

Il est remis à chaque nouvelle famille arrivant dans l'école et mis en ligne sur le site internet de l'école.

Une version simplifiée est affichée dans le panneau d'information.

En cas de modification de celui-ci, une information est faite aux familles par le biais du cahier de liaison.

Annexes

Annexe 1 : Charte du parent accompagnateur

Annexe 2 : Charte d'utilisation des réseaux et de l'internet par les adultes dans l'école

Annexe 3 : Charte élève d'utilisation des outils informatiques de l'école

Annexe 4 : Charte de la laïcité

Annexe 5 : Charte de relation avec les familles

Charte de l'accompagnateur

Vous avez été sollicité(e) pour accompagner une classe à l'occasion d'une sortie ou pour aider à l'encadrement, d'activités et nous vous remercions d'ores et déjà de donner de votre temps au service de l'école. Certains projets ne pourraient avoir lieu sans votre présence. L'accompagnateur aide, **sous la responsabilité exclusive de l'enseignant**, à assurer la sécurité des élèves durant le temps de la sortie.

- J'accompagne un groupe d'enfants en sortie et/ou je mène une activité en fonction des consignes données par l'enseignant(e). Je ne prends aucune initiative personnelle (Changement d'itinéraires, d'activités, distribution de sucreries...) car l'enseignant est le seul maître de sa classe. Il est responsable de la sécurité et du bon déroulement pédagogique.

- J'accepte de gérer un groupe, même sans mon enfant. Mon attitude est la même avec tous les élèves indépendamment de la présence de mon propre enfant ou de celle de ses amis.

- Je fais respecter les consignes, le calme et une tenue correcte des enfants.

- Je vérifie que rien n'a été oublié (locaux, bus...)

- J'aide les enfants à rester attentifs, à s'investir et à comprendre les activités proposées. Dans le cadre d'une visite, j'évite de donner les réponses, je laisse les enfants chercher.

- L'enseignant(e) reste à tout moment responsable des enfants : je dois l'informer en cas de difficulté (comportement, blessure, santé...). C'est l'enseignant(e) qui prendra les mesures adaptées à la situation.

Mon rôle

- J'aide les élèves à adapter leur tenue aux conditions climatiques (casquettes, blouson, capuche...) et je veille à leur bonne hydratation.
- J'accompagne et j'aide si besoin les enfants aux toilettes après accord de l'enseignant(e) : si les sanitaires filles/garçons sont 2 pièces séparées, j'emmène tous les enfants dans la même pièce indépendamment de leur sexe ou je m'arrange avec un autre accompagnateur. Je veille au lavage des mains.
- Je ne leur fournis pas d'aliments/boissons (bonsbons notamment) sans accord de l'enseignant(e), garant(e) du respect des allergies alimentaires.
- Au moment du repas, je vérifie que chaque enfant mange correctement et je l'aide si besoin. Le repas n'est pas un temps de pause pour les adultes.
- Je suis particulièrement vigilant(e) aux enfants qui ont un PAI (projet d'accueil individualisé - allergies notamment).

Santé

J'assure les règles de sécurité routière lors des déplacements.

- Dans la rue, avec les autres accompagnateurs, nous nous répartissons le long du rang et nous nous relayons pour sécuriser les traversées (un adulte de chaque côté d'arrivée des voitures, c'est l'enseignant(e) qui décide le départ du rang pour traverser). Je veille à ce que le rang reste serré, se déplace dans le calme, le plus proche du bord de la route et non sur la chaussée.
- Pendant un trajet en autocar, les adultes se placent prioritairement près des sorties, pour faciliter une évacuation d'urgence. S'il y a des ceintures de sécurité, elles doivent être bouclées. Les déplacements d'élèves sont interdits pendant les trajets. Les élèves doivent attendre l'arrêt complet de l'autocar et le signal de l'enseignant(e) pour se lever du siège. Il est interdit de manger et de boire dans les autocars.

A la descente, je vérifie qu'il ne reste aucun objet oublié dans le bus.

Lors des déplacements

- Si je suis responsable d'un groupe en charge : j'identifie chaque enfant, je m'assure d'avoir été identifié(e) par chacun et je vérifie en permanence leur présence (en les comptant régulièrement notamment avant et après chaque déplacement ou passage aux toilettes).

- Je ne laisse jamais un enfant ou un groupe d'enfants sans surveillance : je reste toujours avec mon groupe sauf urgence où je le confie à un autre accompagnateur en ayant si possible prévenu l'enseignant(e). Je ne reste pas seul(e) avec un enfant.

- Je n'hésite pas à questionner l'enseignant(e) et je l'informe en cas d'incident (malaise, blessure, indiscipline).

- J'alerte immédiatement l'enseignant(e) si la sécurité des élèves est menacée ou si le comportement d'un élève n'est pas adapté à la situation. C'est l'enseignant(e) qui prendra les mesures adaptées.

Sécurité

- Je respecte les principes de l'école publique et la charte de la laïcité.
- Je fais attention à mon langage, mon attitude et mes propos. J'ai une tenue adaptée à la sortie.
- Je ne fume pas en présence des enfants.
- Je ne consomme pas d'alcool pendant toute la durée de la sortie.
- Je limite l'usage du téléphone portable aux cas d'urgence afin de rester pleinement disponible et vigilant.
- J'ai une attitude positive et bienveillante vis-à-vis du thème et des activités réalisées lors de la sortie.
- Je garde confidentielle toute information portée à ma connaissance concernant les enfants et adultes (comportement, santé, ...)
- Toutes les prises de vue effectuées, montrant un ou plusieurs élèves, ne pourront être exploitées qu'à des fins pédagogiques.

Exemplarité

- Sauf accord de l'enseignant(e), je ne suis pas autorisé(e) à photographier ni filmer
- Je ne partage pas des informations de la sortie sur internet. Ainsi, je respecte le droit à l'image et à la vie privée des enfants comme des adultes présents à la sortie.

Engagement

Je m'engage sur l'honneur à ne pas proposer ma participation si je fais partie du fichier judiciaire national des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes. J'ai bien pris note que l'honorabilité de ma demande sera vérifiée en cas de voyage scolaire (sortie avec nuitées).

Je m'engage à vérifier que j'ai une assurance personnelle responsabilité civile/individuelle accident en cours de validité à la date de la sortie.

Après avoir eu confirmation du besoin de ma présence par l'enseignant(e), je m'engage à prévenir dès que possible en cas d'empêchement de dernière minute pour que l'enseignant(e) puisse trouver un nouvel accompagnateur, sans quoi le projet risquerait d'être annulé.

Je m'engage à être à l'heure au rendez-vous fixé pour le départ et reste avec le groupe jusqu'au retour à l'école.

En participant à l'encadrement des élèves, je déclare avoir pris connaissance de cette charte et m'engage à la respecter.

Règlement intérieur de l'école Publique Arc-En-Ciel

Annexe 2

CHARTRE D'UTILISATION DES RÉSEAUX ET DE L'INTERNET PAR LES ADULTES DANS L'ÉCOLE

Entre l'école et les utilisateurs ci-dessous désignés,

Préambule

Cette charte définit les conditions générales d'utilisation de l'Internet, des réseaux et des services multimédias en rappelant l'application du droit et en précisant le cadre légal. Elle engage ses signataires : respect des droits et devoirs de l'utilisateur, engagements de l'école fournisseur du service. Elle s'inscrit dans un objectif de sensibilisation et de responsabilisation. Elle définit les sanctions disciplinaires applicables en cas de non respect des règles établies.

En complément de la signature de cette charte et de son annexion au règlement intérieur de l'école, les enseignants devront engager un travail spécifique avec les élèves qui doit se conclure par la signature de la charte "élève" à annexer également au règlement intérieur de l'école.

Cadre légal

La circulaire n°2004-035 du 18 février 2004 sur "L'usage de l'internet dans le cadre pédagogique et la protection des mineurs" rappelle l'obligation de la contractualisation de l'usage de l'Internet par les personnels (charte "école") et demande la mise en place d'une telle démarche pour les élèves (charte "élèves"), dans un souci de sensibilisation et de formation (préparation du Brevet informatique et internet).

Dès lors, chaque école doit établir une charte d'utilisation de l'Internet et l'annexer au règlement intérieur.

Pour plus de détails, les textes réglementaires sont recensés sur le site "Légamedia" du Ministère de l'Education nationale et portent en particulier sur les lois et règles relatives à :

- la propriété littéraire et artistique ;
- l'informatique, les fichiers et les libertés ;
- la protection de la vie privée et notamment du droit à l'image ;
- la communication électronique.

L'usage des TICE à l'école s'effectue enfin dans le respect des chartes adoptées par l'Académie de Grenoble pour l'utilisation de ses réseaux, serveurs et messageries.

Services mis à disposition par l'école

L'école met à disposition de l'utilisateur (enseignant, intervenant, élève) des services multimédias (ordinateurs et périphériques, accès aux réseaux intranet et Internet). Une identification de l'utilisateur pourra restreindre l'accès à une partie de ces services.

Droits et devoirs de l'utilisateur

Tout enseignant, intervenant, ou élève dispose d'un accès aux services multimédias de l'école dès lors qu'il respecte les engagements suivants.

- L'utilisateur est responsable de l'usage qu'il fait des services.
- Il n'apporte pas volontairement de perturbations au fonctionnement du système informatique (modifications inappropriées des configurations, copie illégale de programmes, introduction de virus, ...) et signale à l'équipe pédagogique celles qu'il constate.
- Il effectue une utilisation légale et raisonnée du Web et de la messagerie électronique.
- Il est responsable des identifiants qui peuvent lui être communiqués, s'engage à ne pas les divulguer et à ne pas s'approprier ceux d'un autre utilisateur.

Engagements de l'école

L'équipe pédagogique se doit de faire respecter le cadre légal et les règles protectrices des intérêts des tiers et de l'ordre public. Elle informe les autorités hiérarchiques et publiques des activités illicites qui pourraient être constatées dans l'utilisation des services multimédias de l'école, en particulier en respectant la "chaîne d'alerte".

Il lui incombe de garder de bout en bout la maîtrise de l'activité des élèves, notamment par une surveillance constante.

Elle forme les élèves à l'usage des services multimédias et aux règles afférentes.

L'école met en place un dispositif de filtrage de la navigation sur Internet et sensibilise les élèves aux risques liés à la transmission d'informations sur le Web.

Dans le cas de la constitution de bases de données à caractère personnel, l'école en informe l'utilisateur et lui garantit un droit d'accès et de rectification des données le concernant.

Dans le cas de fournitures d'informations au public sur un site Internet, le nom du directeur de la publication, responsable des contenus, est cité.

Sanctions

En cas de non respect de cette charte, outre la possibilité d'interdiction d'accès aux services proposés et les risques de sanctions pénales encourus par l'utilisateur, l'école pourra prendre des sanctions adaptées à la gravité des faits reprochés.

Tout adulte intervenant dans l'école (enseignants, parents, intervenants, employés communaux, etc) accepte et s'engage à respecter cette charte, inclus dans le règlement intérieur de celle-ci.

Charte élève d'utilisation des outils informatiques de l'école

Entre l'école et l'élève ci-dessous désignés,

Introduction

Des outils informatiques sont mis à ta disposition par l'école. Tu dois en connaître les règles d'utilisation. Lorsque l'ordinateur est connecté à Internet, tu dois aussi savoir quelles sont les règles de consultation de l'information et les règles de communication.

L'ensemble de ces règles constitue une charte élève que tu dois lire, comprendre et t'engager à respecter en la signant.

En cas de non respect de la charte élève, des sanctions définies par les enseignants de ton école pourront être prises contre toi.

Comme toi, les enseignants et tous les personnels qui utilisent les outils informatiques de l'école doivent s'engager à respecter une charte. Cette charte plus détaillée rappelle notamment les textes de loi à appliquer. Les 2 chartes font partie du règlement intérieur de l'école.

Droits et obligations

Dans l'usage de l'ordinateur et ses périphériques

1. A l'école, j'utilise le matériel informatique avec l'accord de l'enseignant en respectant ses consignes.
2. Je ne modifie pas la configuration de l'ordinateur et je respecte l'organisation des fichiers.
3. Je n'accède pas aux documents des autres sans y être autorisé.

Dans l'usage de l'Internet

4. À l'école, j'utilise l'accès à Internet uniquement dans le cadre de travaux scolaires, avec l'autorisation de l'enseignant.
5. Je sais que ce que je trouve sur Internet n'est pas toujours vrai ou à jour.
6. Si je découvre des contenus choquants sur Internet, j'en parle immédiatement à l'adulte qui m'encadre.
7. Je ne peux pas disposer librement de tous les éléments que je trouve sur Internet. Lorsque je souhaite les utiliser, je veille à respecter le droit des auteurs.
8. Je demande l'autorisation de l'enseignant pour publier des textes, des images ou des sons sur le site de mon école. Je ne modifie pas les publications existantes sans l'accord de leur auteur.
9. Je ne communique pas d'informations personnelles dans les courriels, forums, chats, blogs et formulaires sans l'accord de l'enseignant. Je ne révèle pas mes mots de passe.
10. Je sais que des informations sur ma navigation sont conservées et consultables.
11. Sur Internet, je peux être en communication avec de nombreuses personnes. Je n'écris pas à n'importe qui sans raison. Je ne tiens pas de propos blessants ou choquants.
12. Je demande à l'enseignant l'autorisation d'ouvrir les documents joints d'un courriel. Je n'ouvre pas les messages d'un expéditeur inconnu.

Tout élève inscrit à l'école accepte et s'engage à respecter cette charte, inclus dans le règlement intérieur de celle-ci.



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE

Liberté
Égalité
Fraternité

1 | La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi, sur l'ensemble de son territoire, de tous les citoyens. Elle respecte toutes les croyances.

2 | La République laïque organise la séparation des religions et de l'État. L'État est neutre à l'égard des convictions religieuses ou spirituelles. Il n'y a pas de religion d'État.

•• LA RÉPUBLIQUE EST LAÏQUE ••

3 | La laïcité garantit la liberté de conscience à tous. Chacun est libre de croire ou de ne pas croire. Elle permet la libre expression de ses convictions, dans le respect de celles d'autrui et dans les limites de l'ordre public.

4 | La laïcité permet l'exercice de la citoyenneté, en conciliant la liberté de chacun avec l'égalité et la fraternité de tous dans le souci de l'intérêt général.

5 | La République assure dans les établissements scolaires le respect de chacun de ces principes.

CHARTRE DE LA LAÏCITÉ À L'ÉCOLE

La Nation confie à l'École la mission de faire partager aux élèves les valeurs de la République.

6 | La laïcité de l'École offre aux élèves les conditions pour forger leur personnalité, exercer leur libre arbitre et faire l'apprentissage de la citoyenneté. Elle les protège de tout prosélytisme et de toute pression qui les empêcheraient de faire leurs propres choix.

7 | La laïcité assure aux élèves l'accès à une culture commune et partagée.

8 | La laïcité permet l'exercice de la liberté d'expression des élèves dans la limite du bon fonctionnement de l'École comme du respect des valeurs républicaines et du pluralisme des convictions.

9 | La laïcité implique le rejet de toutes les violences et de toutes les discriminations, garantit l'égalité entre les filles et les garçons et repose sur une culture du respect et de la compréhension de l'autre.

10 | Il appartient à tous les personnels de transmettre aux élèves le sens et la valeur de la laïcité, ainsi que des autres principes fondamentaux de la République. Ils veillent à leur application dans le cadre scolaire. Il leur revient de porter la présente charte à la connaissance des parents d'élèves.

11 | Les personnels ont un devoir de stricte neutralité : ils ne doivent pas manifester leurs convictions politiques ou religieuses dans l'exercice de leurs fonctions.

•• L'ÉCOLE EST LAÏQUE ••

12 | Les enseignements sont laïques. Afin de garantir aux élèves l'ouverture la plus objective possible à la diversité des visions du monde ainsi qu'à l'étendue et à la précision des savoirs, aucun sujet n'est a priori exclu du questionnement scientifique et pédagogique. Aucun élève ne peut invoquer une conviction religieuse ou politique pour contester à un enseignant le droit de traiter une question au programme.

13 | Nul ne peut se prévaloir de son appartenance religieuse pour refuser de se conformer aux règles applicables dans l'École de la République.

14 | Dans les établissements scolaires publics, les règles de vie des différents espaces, précisées dans le règlement intérieur, sont respectueuses de la laïcité. Le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

15 | Par leurs réflexions et leurs activités, les élèves contribuent à faire vivre la laïcité au sein de leur établissement.

Tout adulte intervenant dans l'école (enseignants, parents, intervenants, employés communaux, etc) et tout élève inscrit à l'école accepte et s'engage à respecter cette charte, inclus dans le règlement intérieur de celle-ci.

Règlement intérieur de l'école Publique Arc-En-Ciel

Annexe 5



Circonscription Pau Sud

Charte École / Famille de l'école



UN OBJECTIF COMMUN : La réussite de l'élève

L'épanouissement de l'élève dans l'établissement scolaire et en dehors, son sens de l'effort, dépendent largement de sa motivation et de la qualité du dialogue entre l'enseignant et sa famille.

Des relations difficiles entre les adultes qui l'entourent peuvent constituer pour l'enfant ou le jeune une source de perturbation.

Enseignant 	Nous assurons la sécurité des élèves par une <u>surveillance active</u>	<ul style="list-style-type: none"> En filtrant les entrées pour éviter les intrusions d'adultes extérieurs et protéger les enfants En assurant une surveillance mobile dans les espaces prévus En intervenant <u>systématiquement</u> sur tout <u>geste interdit</u>
	Nous sommes attentifs à assurer la justice scolaire	<ul style="list-style-type: none"> En accueillant la parole des enfants En faisant vivre et appliquer le règlement qui prévoit sanction et travail de réparation
	Nous éduquons aux relations sociales	<ul style="list-style-type: none"> En étant modélisant et exigeant (civilité, respect, bienveillance) En outillant les élèves pour régler un conflit pacifiquement par le dialogue En accompagnant auteur et victime dans la prise de conscience des conséquences de l'acte (empathie)
	Nous associons les familles à la gestion des progrès scolaires	<ul style="list-style-type: none"> En informant la famille sur ses méthodes pédagogiques (réunion de rentrée) En proposant des rencontres (résultats des évaluations, sur invitation de l'enseignant ou d'une demande de la part des parents sans abus sur la fréquence sauf nécessité expresse)
	Nous associons la famille à la gestion des comportements	<ul style="list-style-type: none"> En informant les familles en cas de débordements En accueillant la parole des parents et en répondant aux demandes d'information En rappelant la loi et la règle lorsque c'est nécessaire
	Nous faisons vivre le règlement intérieur et la charte de la laïcité	<ul style="list-style-type: none"> En l'appliquant dans tous les espaces collectifs (couloirs, toilettes, escaliers...) En conduisant des séances d'apprentissage spécifiques en classe

Parents 	Nous faisons alliance avec les enseignants sur les règles à respecter et les comportements à adopter	<ul style="list-style-type: none"> En tenant le même discours éducatif à la maison (respect des autres, pas de recours à la violence, demander l'aide d'un adulte, être poli et respectueux des règles et des personnes) En abordant le dialogue avec confiance, en veillant à respecter l'enseignant et en lui apportant son éclairage En connaissant les règles de l'école (règlement intérieur, charte de la laïcité) <p>L'enseignant et le parent essaient de définir en commun les moyens et les voies de progrès auxquels chacun, dans son domaine, peut contribuer.</p>
	Nous faisons confiance aux enseignants pour régler les conflits <u>à l'intérieur de l'école</u>	<ul style="list-style-type: none"> En les informant de tout problème éventuel En ne remettant pas en cause les sanctions sans avoir cherché à s'informer auprès des enseignants

Charte co-construite avec les représentants des parents d'élèves lors de la réunion du 14/11/2024.

Elève : _____

Signature des enseignants de l'école

Date, Nom et Signature du représentant légal 1

Date, Nom et Signature du représentant légal 2

Mme DREVOND Mme CABANNE Mme LASSERRE